

2023-UNAT-1322, Ronahi Majdalawi

Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a jugé que l'UNRWA DT exerçait son pouvoir discrétionnaire pour poursuivre le jugement sommaire légalement et de manière appropriée. Unat a jugé que l'UNRWA DT avait commis une erreur lorsqu'elle a décidé que la demande de l'appelant n'était pas à recevoir Ratione Materiae. UNAT a noté que l'affaire était presque identique à Oussama Abed & Eman Abed c. Commissaire général de l'Agence des Nations Unies pour Relief and Works pour les réfugiés palestiniens du Proche-Orient (jugement n ° 2022-UNAT-1297). Conformément à ce jugement, Unat a jugé que le placement d'une lettre rappelant à l'appelant son obligation de se comporter en tout temps d'une manière qui a approprié son statut de membre du personnel de l'agence est une réprimande, qui était une décision administrative, car elle contenait un élément de reproche. La conséquence juridique directe de la lettre a été son placement dans le dossier officiel de l'appelant avec un éventuel impact sur ses futures perspectives de carrière. L'UNAT a également observé qu'il n'avait pas été établi qu'il y avait des preuves suffisantes pour justifier le placement de la lettre dans son OSF. UNAT a accordé l'appel et renvoyé l'affaire à l'UNRWA DT pour examen sur le fond.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

L'appelant, professeur adjoint à la Faculté des sciences de l'éducation et des arts de l'UNRWA, a contesté la décision de l'agence de la servir avec une lettre consultative et de placer une copie dans son dossier de statut officiel. Dans son jugement sommaire n ° UNRWA / DT / 2022/006, l'UNRWA DT a rejeté sa demande comme une rationne materiae à recevoir en raison du fait que la décision contestée n'était pas une décision administrative appelable.

Principe(s) Juridique(s)

Le jugement sommaire est un outil approprié pour traiter les questions de créance qui sont des questions de droit et non en fait. Conformément à l'article 5 des règles de procédure de l'UNRWA DT, l'UNRWA DT a le pouvoir discrétionnaire, à sa propre initiative, de procéder à titre de jugement sommaire lorsqu'il n'y a pas de litige factuel et que le jugement est une question de droit. L'élément clé d'une décision administrative suspendue est qu'elle doit produire des conséquences juridiques directes affectant les termes ou conditions de nomination du membre du personnel. Ce qui constitue une décision administrative dépendra de la nature de la décision, du cadre juridique dans lequel la décision a été prise et des conséquences de la décision. Le cadre juridique de l'UNRWA établit une différence entre certaines mesures, qui sont considérées comme de nature disciplinaire, comme dans la règle 110.1 du personnel de la région de l'UNRWA et d'autres mesures administratives plus légères, qui ne sont pas considérées comme disciplinaires. Les paragraphes 42 et 43 de la directive du personnel de la région de l'UNRWA n ° A / 10 / Rev.3 réglementent les décisions administratives qui ne sont pas des mesures disciplinaires, telles que les réprimandes. Les réprimandes sont utilisées pour résoudre les infractions mineures et ils contiennent tous les éléments clés pour les caractériser comme des décisions administratives révisables. Un rappel dans un dossier de statut officiel ne peut pas être considéré comme une action neutre mais plutôt un avertissement d'un éventuel mépris du cadre réglementaire de l'agence qui équivaut à une réprimande.

Résultat

Appel accordé ; Dossier renvoyée

Texte Supplémentaire du Résultat

Applicants/Appellants

Ronahi Majdalawi

Entité

OSTNU

Numéros d'Affaires

2022-1674

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

13 Avr 2023

President Judge

Juge Sandhu

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Questions disciplinaires / fautes professionnelles

Mesures non disciplinaires/administratives

Matière (ratione materiae)

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Droit Applicable

TANU Statut du Tribunal

- Article 2.1

- Article 2.10
- Article 5

UNRWA Règlements du personnel de la région

- Article 1.4

UNRWA Règles du personnel de la région

- Disposition 110.1

UNRWA Statut TC

- Article 2.1

UNRWA Directives du personnel

- PD A/10

Jugements Connexes

2014-UNAT-457

2010-UNAT-058

2014-UNAT-460

2014-UNAT-404

2013-UNAT-304

2013-UNAT-313

2013-UNAT-365

2018-UNAT-833

2015-UNAT-557